



Financement agricole Canada

Rapport financier du deuxième trimestre de 2025-2026

En date du 30 septembre 2025 et pour le trimestre et le semestre
terminés le 30 septembre 2025



Table des matières

Rapport de gestion

Préparation des renseignements financiers.....	3
Avertissement relatif aux énoncés prospectifs.....	3
Aperçu	3
Contexte économique.....	4
Survol de l'industrie agricole et agroalimentaire.....	6
Gestion du risque d'entreprise	7
Résultats financiers	8
Situation financière.....	10
Rendement par rapport au plan.....	10

États financiers

Déclaration de la responsabilité de la direction	11
États financiers trimestriels consolidés condensés.....	12
Notes complémentaires aux états financiers trimestriels consolidés condensés.....	16

Pour obtenir plus de renseignements, veuillez écrire à la Communication d'entreprise à l'adresse communications@fcc-fac.ca.

Rapport de gestion

Préparation des renseignements financiers

Le rapport de gestion qui suit résume la situation financière et les résultats d'exploitation de Financement agricole Canada (FAC) et a été préparé par la direction. Conformément au pouvoir que lui confère le Conseil d'administration de FAC, le Comité d'audit et de gestion du risque du Conseil a examiné le rapport de gestion et a approuvé sa diffusion le 24 novembre 2025. Ce rapport de gestion a été dressé conformément à la Directive sur les normes comptables : « GC 5200 Rapports financiers trimestriels des sociétés d'État », publiée par le Conseil du Trésor du Canada.

Ce rapport de gestion s'appuie sur les états financiers trimestriels consolidés condensés non audités de FAC au 30 septembre et pour le trimestre et le semestre terminés à cette date, et peut être lu en parallèle avec le Rapport annuel et le Résumé du plan d'entreprise les plus récents.¹

Avertissement relatif aux énoncés prospectifs

Le rapport de gestion contient des renseignements financiers prospectifs fondés sur certaines hypothèses qui reflètent le plan d'action de la direction selon la conjoncture économique la plus probable. Du fait de leur nature, ces hypothèses comportent des incertitudes et des risques inhérents. Il existe donc un risque important que les résultats réels soient différents et que les écarts soient notables. Au nombre des facteurs qui pourraient causer de tels écarts, il faut inclure l'évolution de la conjoncture générale de l'économie et des marchés, y compris, sans toutefois s'y limiter, les phénomènes météorologiques extrêmes, la pression inflationniste, les taux d'intérêt, les difficultés liées à la chaîne d'approvisionnement et les perturbations commerciales.

Aperçu

FAC est une société d'État fédérale qui rend compte aux Canadiennes et Canadiens et au Parlement par l'entremise du ministre de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire. Elle offre du financement et d'autres services à plus de 103 000 clientes et clients. La société compte plus de 2 500 employées et employés répartis dans 101 bureaux situés principalement dans les collectivités rurales canadiennes, ainsi qu'à son siège social, qui se situe à Regina, en Saskatchewan.

¹ Ces documents peuvent être consultés à l'adresse fac.ca/rapports.

Contexte économique¹

Les secteurs canadiens de l'agriculture et de l'agroalimentaire continuent de faire face à l'incertitude découlant des perturbations commerciales mondiales. La lente croissance économique au Canada et dans le monde exerce de la pression sur les prix de la plupart des produits agricoles. Les recettes monétaires agricoles ont diminué de 1,6 % en 2024, après avoir atteint un nouveau record l'année précédente. En 2025, on prévoit que les recettes monétaires agricoles augmenteront de 3,1 %, car la hausse des recettes tirées du bétail devrait compenser largement la baisse des recettes des cultures. Si ces projections se concrétisent, les recettes atteindront des sommets inédits, ce qui contribuera à renforcer la situation financière des exploitations agricoles. Toutefois, compte tenu des incertitudes actuelles, notamment au chapitre du commerce international, ces prévisions pourraient être révisées à la baisse.

En 2025, le Canada s'oriente vers une troisième année consécutive où la croissance du PIB est inférieure à 2 %, signe que les difficultés économiques du pays vont au-delà des seuls facteurs conjoncturels comme les perturbations commerciales persistantes avec les États-Unis. Par ailleurs, le ralentissement de l'immigration continue de freiner la croissance démographique en 2025, ce qui assombrit les perspectives pour le PIB du pays. La faiblesse du marché du travail et la baisse du pouvoir d'achat des ménages freinent les dépenses de consommation, qui représentent environ 60 % du PIB. Parallèlement, les investissements des entreprises sont freinés par un manque de confiance dans un contexte d'incertitude et de perturbations des échanges commerciaux à l'échelle mondiale. Les projections indiquent qu'en 2026, le Canada pourrait continuer de faire face à des défis liés au faible potentiel de croissance économique, sous l'effet d'une lente progression de la population et de la productivité.

Ainsi, la Banque du Canada a abaissé son taux directeur à 2,50 % en septembre et offrira probablement des mesures de relance supplémentaires au cours des prochains mois afin d'éviter que le ralentissement actuel se transforme en récession. Nous nous attendons à ce que le taux du financement à un jour s'établisse en dessous de 2 % d'ici la fin de l'année 2026. Si les taux à court terme peuvent encore diminuer, la baisse des taux à long terme devrait être moins marquée — sauf en cas de récession — car les taux à long terme sont déterminés par la dynamique du marché obligataire américain. Par conséquent, les emprunteurs et les emprunteuses qui recourent à des produits à taux variable verront leurs coûts du service de la dette diminuer. Toutefois, pour les ménages en renouvellement d'hypothèque à taux fixe, taux généralement indexé sur le rendement des obligations de cinq ans du gouvernement du Canada, il y a peu de répit en vue.

Les perspectives du dollar canadien sont plus difficiles à déchiffrer. En effet, le huard a bénéficié de la faiblesse généralisée du dollar américain depuis le début de l'année, mais moins que d'autres grandes devises, ce qui fait ressortir certains problèmes sous-jacents de l'économie canadienne. Le déclin des exportations a assurément pesé sur le dollar canadien. À notre avis, ces dynamiques contrastées, c'est-à-dire la faiblesse du dollar américain compensée par la faiblesse des indicateurs économiques fondamentaux au pays, persisteront à court et à moyen terme, laissant le huard se négocier dans la fourchette de 72 à 74 cents américains au cours de la prochaine année.

D'autres chocs macroéconomiques pourraient toutefois se traduire par des résultats encore plus faibles que prévu en ce qui a trait à la croissance du PIB, aux taux d'intérêt et au dollar canadien.

La forte demande et la faible disponibilité des terres agricoles continuent d'être des facteurs déterminants de l'appréciation de la valeur des terres agricoles. Au cours des cinq dernières années, la valeur des terres et des bâtiments agricoles a augmenté de près de 10 % par année. Cette croissance résulte principalement des revenus agricoles élevés, de la faiblesse des taux d'intérêt et d'une trésorerie agricole solide. La progression de la valeur des terres s'est toutefois essoufflée, car les revenus et la rentabilité des exploitations agricoles ont commencé à diminuer. Malgré l'offre limitée de terres agricoles à vendre, la valeur des terres agricoles a augmenté de 4,5 % en 2024. Cette dynamique devrait se maintenir au cours des prochaines années : une offre limitée continuera d'alimenter la hausse des prix des terres, tandis que la faiblesse anticipée des recettes monétaires agricoles et le resserrement des marges bénéficiaires pourraient freiner la demande. Au début de l'année, nous nous attendions à ce que la valeur des terres agricoles augmente de 4,3 % en 2025 et de 5,7 % en 2026. Or, selon le dernier bilan semestriel de FAC, la valeur des terres agricoles canadiennes a augmenté de 6,0 % au cours du premier semestre de 2025. Si cette tendance se maintient, les prix des terres pourraient être plus élevés que prévu.

Les tensions géopolitiques ont eu un impact considérable sur les marchés mondiaux ces dernières années, et l'agriculture canadienne est confrontée à une grande incertitude en raison des perturbations majeures du commerce international.

¹ Les références dans le *Contexte économique* se rapportent à l'année civile. Au moment de la rédaction du présent rapport trimestriel, les références aux données économiques de 2025 sont encore des estimations et sont mentionnées comme telles tout au long de l'aperçu. Ces valeurs changeront dans les rapports subséquents à mesure que les données réelles seront connues.

Au cours des mois d'été, les États-Unis ont imposé une nouvelle série de tarifs sur leurs importations, allant de 15 % à 50 % pour certains pays, et ont menacé d'autres pays de taux encore plus élevés. Jusqu'à présent, le Canada bénéficie d'une exemption pour les exportations conformes à l'Accord Canada-États-Unis-Mexique (ACEUM). Toutefois, les marchandises non conformes à l'ACEUM sont assujetties au taux tarifaire minimal de 35 %, tandis que l'acier, l'aluminium et le cuivre sont frappés d'un tarif de 50 %. Les tarifs douaniers sur l'acier et l'aluminium auront une incidence sur le coût des équipements agricoles en cours de fabrication et sur le coût des canettes importées pour le secteur des aliments et des boissons. L'examen de l'ACEUM prévu en 2026 ajoute aussi une couche d'incertitude à l'environnement commercial.

En mars 2025, l'Inde a imposé des droits de douane sur les importations de lentilles, mais a prolongé l'accès en franchise de droits pour les pois jaunes jusqu'en mars 2026. En août 2025, la Chine a imposé un droit de douane de 75,8 % sur les importations de graines de canola en provenance du Canada, invoquant des préoccupations liées aux mesures antidumping. Ce droit s'ajoute aux tarifs de 100 % déjà imposés sur l'huile et le tourteau de canola canadiens. La Chine a aussi appliqué un tarif de 100 % sur les pois et un tarif de 25 % sur le porc et les produits de la mer. Ces mesures commerciales pourraient avoir une incidence importante sur les agroentreprises canadiennes en faisant baisser les prix à l'exportation et en perturbant certains marchés clés.

L'industrie canadienne de l'agriculture et de l'agroalimentaire ressent aussi les effets des tensions commerciales entre les États-Unis et la Chine, car les prix à terme des produits agricoles aux États-Unis servent de prix de référence pour les marchés canadiens. Même si, au moment de la rédaction, la guerre commerciale entre les États-Unis et la Chine est en pause et que les deux pays ont conclu un accord temporaire prévoyant des droits de douane réduits, les marchés internationaux ressentent encore les effets. Cette incertitude persistante devrait entraîner de sérieux défis économiques partout dans le monde et ralentir encore plus la croissance économique mondiale. Les marchés financiers, en particulier ceux des produits de base, devraient rester instables dans un avenir proche. Dans l'industrie agricole, plus particulièrement, une préoccupation majeure est liée au fait que la Chine n'a toujours pas acheté de soya de la nouvelle récolte des États-Unis à cause des droits de douane, ce qui accroît les risques sur le marché.

Survol de l'industrie agricole et agroalimentaire¹

Production primaire

En 2024, la production totale de céréales et d'oléagineux du Canada a été supérieure de 5,7 % à la moyenne sur cinq ans. L'augmentation de la production a été principalement attribuable à la reprise qui a suivi la sécheresse de 2023. Malgré l'augmentation de la production, la part de la maigre récolte de 2023 vendue en 2024, conjuguée à la baisse des prix des produits agricoles, s'est traduite par une diminution de 10,8 % des recettes des grandes cultures en 2024. Au début de 2025, les revenus tirés des céréales et des oléagineux ont légèrement augmenté, bien que les résultats varient d'une culture à l'autre et d'une région à l'autre. Dans l'ensemble, la production totale du Canada pour 2025 devrait augmenter de 2,6 %. Malgré cette augmentation, les recettes tirées des céréales et des oléagineux devraient diminuer de 6,0 % en raison de la baisse des prix et de l'incertitude commerciale.

Les prix à terme en dollars américains ont diminué principalement en raison des tensions commerciales et d'une forte augmentation de la production, associée en grande partie à la récolte record de maïs attendue aux États-Unis. Les droits de douane chinois sur les graines, l'huile et le tourteau de canola canadiens ont fait chuter les prix du canola. Par conséquent, les marges bénéficiaires prévues ont diminué dans l'Ouest et dans l'Est du Canada.

Le secteur laitier, pour sa part, a connu une année très favorable en 2024, après une période difficile de cinq ans. La production de lait a augmenté sous l'effet de la forte demande de produits laitiers. Les offices de commercialisation ont réagi en délivrant des quotas supplémentaires et des jours d'incitatifs pour stimuler l'offre, ce qui a contribué à améliorer la rentabilité du secteur laitier. Les marges estimées du secteur laitier se sont améliorées tout au long de l'année 2025, car les coûts ont légèrement diminué tandis que les revenus estimés ont augmenté. Des prix pondérés plus élevés que prévu soutiennent les perspectives pour le reste de l'année et à l'horizon 2026.

En date du 1^{er} juillet 2025, la taille du troupeau de bovins canadien a augmenté pour la première fois depuis 2021, d'après les derniers chiffres nationaux sur les stocks de bovins. Il s'agit peut-être d'un signe précoce que les éleveurs et éleveuses ont commencé à reconstituer leurs troupeaux, mais il est trop tôt pour dire si la tendance se poursuivra. Les stocks de bovins en Amérique du Nord, principalement influencés par le troupeau américain, demeurent faibles, ce qui maintient les prix élevés.

La rentabilité du secteur bovin a été vigoureuse l'an dernier, et les marges des exploitations de naissance devraient demeurer nettement supérieures à la moyenne sur cinq ans jusqu'à la fin de 2025 et en 2026. La rentabilité des parcs d'engraissement s'est améliorée depuis l'année dernière et demeure supérieure à la moyenne sur cinq ans grâce aux prix élevés des bovins. Toutefois, l'abondance des aliments pour animaux cette année devrait stimuler les marges et la rentabilité des parcs d'engraissement au cours des prochains mois.

Le secteur avicole a réussi à surmonter les défis posés par les éclosions d'influenza aviaire au cours des dernières années. Toutefois, le secteur a produit moins que son quota au cours de la dernière année en raison d'éclosions de maladies. En 2024, la production de poulets à griller a diminué de 0,4 %, soit le rythme le plus faible depuis 2014 (si l'on exclut les années de pandémie). Malgré ces difficultés, les cibles de production de cette année sont nettement supérieures à la normale. La production de poulets à griller devrait monter en flèche au deuxième semestre, les récentes attributions de quota se trouvant en moyenne 7 % au-dessus de la base. La production de poules pondeuses a également connu une progression constante depuis l'an dernier. En juin, l'Ouest du Canada a enregistré une hausse de près de 14 % du nombre de poules pondeuses par rapport à la même période l'année dernière. Cette croissance s'explique en partie par le fait que la région se remet des répercussions de l'influenza aviaire. L'expansion du secteur avicole demeure une source croissante de débouchés pour l'agriculture canadienne.

En 2024, les productrices et producteurs de pommes de terre canadiens ont obtenu une récolte record, la production ayant augmenté de 1,2 %. Grâce à cette récolte record, les stocks canadiens de pommes de terre demeurent abondants. L'abondance des stocks et l'incertitude commerciale ont pesé sur les prix des contrats et les superficies cultivées pour la saison de croissance 2025-2026. En raison de la baisse des prix, les recettes monétaires des pommes de terre ont légèrement diminué, soit de 0,3 %, au cours du premier semestre de 2025. En raison de la superficie réduite et des conditions de croissance inégales, dont les conditions sèches enregistrées dans l'Est du Canada, on estime actuellement que la récolte de pommes de terre de 2025 est en baisse de 4,7 %. En raison de la diminution des prix et de la production, les recettes monétaires des pommes de terre pourraient diminuer encore en 2025.

¹ Les références dans le *Survol de l'industrie agricole et agroalimentaire* se rapportent à l'année civile. Au moment de la rédaction du présent rapport trimestriel, les références aux données économiques de 2025 sont encore des estimations et sont mentionnées comme telles tout au long de l'aperçu. Ces valeurs changeront dans les rapports subséquents à mesure que les données réelles seront connues.

Par ailleurs, les recettes monétaires tirées des légumes de serre ont augmenté de 8,5 % en 2024 et, selon les projections, elles devraient croître de 8,3 % en 2025. La rentabilité de la production en serre est restée faible en 2025, car les coûts des intrants et de la main-d'œuvre demeurent élevés. Les recettes monétaires tirées des légumes de plein champ ont augmenté de 6,2 % en 2024, mais la rentabilité a été mise sous pression en raison des problèmes de main-d'œuvre et des coûts élevés des intrants. En 2025, les recettes des légumes sont en hausse de 6,5 % au milieu de l'année et, selon les projections, elles augmenteront de 3,8 % pour l'ensemble de l'année. Toutefois, les conditions sèches enregistrées dans l'Est du Canada devraient peser sur la production et pourraient avoir une incidence sur les recettes monétaires finales tirées des légumes de plein champ et sur la rentabilité en 2025. Les recettes tirées de la production de fruits frais ont diminué de 1,7 % en 2024, mais on projette une augmentation de 5,7 % en 2025.

Dans le secteur porcin, la rentabilité a été sous pression en 2024 en raison de la faible demande et de l'offre excédentaire de porc à l'échelle mondiale. Toutefois, à la fin de l'année, les prix des porcs ont augmenté et les coûts des aliments pour animaux ont diminué, ce qui a amélioré la rentabilité. La rentabilité du secteur porcin s'est améliorée de façon soutenue au cours du premier semestre de 2025 grâce à la diminution des coûts de l'alimentation animale et aux prix plus élevés que prévu. On s'attend à ce que les marges des exploitations de naissage-finition soient supérieures à la moyenne sur cinq ans. Malgré les perspectives positives, les tensions commerciales entre le Canada, les États-Unis et la Chine pourraient encore poser des risques pour les prix et la rentabilité à l'approche de 2026.

Agroentreprise et agroalimentaire

Les ventes d'équipements agricoles ont été faibles en 2024, et les indicateurs actuels laissent présager qu'elles ne s'amélioreront pas beaucoup en 2025. Les prix élevés de l'équipement et la rentabilité réduite des exploitations agricoles limitent déjà la demande. En outre, les perturbations commerciales internationales, en particulier les droits de douane sur l'acier et l'aluminium, font grimper les coûts de fabrication. Ces hausses de coûts devraient faire grimper encore plus les prix de l'équipement et, par conséquent, on s'attend à ce que les commandes pour 2026 diminuent considérablement.

Les ventes du secteur de la fabrication des aliments et des boissons ont augmenté de 0,7 % en 2024. La croissance des ventes devrait être de l'ordre de seulement 0,2 % en 2025 en raison d'un contexte commercial et économique difficile. Les pressions sur les coûts des principaux intrants commencent à s'atténuer, quoique lentement, et cette tendance devrait se maintenir en 2026. Ce facteur, conjugué à une reprise prévue des ventes, devrait permettre aux marges de s'améliorer en 2026. Les perspectives globales pour les entreprises canadiennes de transformation alimentaire demeurent positives, même si l'incidence des droits de douane est inconnue. Environ 30 % de l'ensemble des ventes du secteur de la fabrication d'aliments et de boissons sont exposées au marché des États-Unis et, bien que la majorité des exportations puissent être effectuées en franchise de droits si elles sont conformes à l'ACEUM, ce n'est pas le cas de toutes les exportations. La charge administrative liée à la preuve de la conformité risque de poser un défi pour de nombreuses entreprises, en particulier les petites et moyennes entreprises ou celles dont l'approvisionnement en ingrédients est complexe. Le marché du travail a aussi un effet décisif sur le rendement de l'industrie. La baisse des taux de postes vacants, la hausse du chômage et la diminution des salaires laissent entrevoir un possible allègement des coûts de main-d'œuvre. Le Programme des travailleurs étrangers temporaires demeure une source essentielle de main-d'œuvre pour les entreprises de transformation et les exploitations agricoles.

Gestion du risque d'entreprise

À titre d'institution financière, nous tenons compte des risques lorsque nous accordons du financement à nos clients, offrons des services, déterminons nos priorités et élaborons des stratégies et des initiatives d'entreprise. Nos quatre principales catégories de risque sont le risque stratégique, le risque financier, le risque opérationnel et le risque d'atteinte à la réputation. Chaque catégorie comporte des risques distincts, qui sont évalués au moyen de divers outils pour en déterminer la probabilité et l'incidence.

Notre cadre de gestion du risque d'entreprise établit la structure de gouvernance permettant de gérer ces risques, de même que le processus utilisé pour déterminer, évaluer, mesurer, gérer, atténuer et surveiller le risque et en faire rapport. Nous améliorons constamment nos pratiques de gestion du risque d'entreprise et nous évaluons nos activités en fonction d'un énoncé officiel sur la propension et la tolérance au risque, qui définit et mesure ce qui constitue un niveau acceptable de risque.

Nous continuons de suivre notre cadre de gestion du risque d'entreprise, comme décrit dans le rapport annuel 2024-2025.

Résultats financiers

L'analyse du bénéfice net consiste en une comparaison des résultats du trimestre et du semestre terminés le 30 septembre 2025 aux résultats des mêmes périodes terminées le 30 septembre 2024.

Bénéfice net

(en millions de dollars)	Trimestre terminé le 30 septembre			Semestre terminé le 30 septembre		
	2025	2024	Écart	2025	2024	Écart
Intérêts créditeurs nets	403	364	39	791	713	78
Charge pour pertes sur prêts	(17)	(20)	3	(35)	(45)	10
Produits autres que (charges) d'intérêt	(3)	2	(5)	–	12	(12)
Frais d'administration	(166)	(147)	(19)	(338)	(305)	(33)
Bénéfice net	217	199	18	418	375	43

Trimestre terminé le 30 septembre

Le bénéfice net a augmenté de 18 millions de dollars, ce qui représente une hausse de 9 % par rapport à la même période en 2024. Cette croissance est principalement attribuable à la hausse des volumes de prêts, ce qui a contribué à une augmentation des intérêts créditeurs nets. Les produits autres que d'intérêt sont devenus une charge ce trimestre en raison de l'augmentation des demandes d'indemnisation et de l'affaiblissement du dollar canadien, ce qui a conduit à des pertes de change plus importantes. La hausse des frais d'administration est attribuable à l'augmentation de la rémunération du personnel liée aux nouveaux postes et aux coûts d'impartition de main-d'œuvre nécessaires pour faire progresser notre stratégie et nos initiatives.

Semestre terminé le 30 septembre

Le bénéfice net a augmenté de 43 millions de dollars, ce qui représente une hausse de 11 % par rapport à la même période en 2024. L'augmentation des intérêts créditeurs nets est attribuable à une augmentation du volume de prêts et de la marge. La charge a diminué par rapport à l'exercice précédent, ce qui a nécessité une augmentation moindre de la provision pour pertes sur prêts et reflète la stabilité du portefeuille au cours du présent exercice. Par contraste, nous avons constaté une détérioration de la santé du portefeuille au cours de la même période l'an dernier. Les produits autres que d'intérêt ont diminué, car les gains nets non réalisés sur les investissements en capital sont devenus des pertes non réalisées, mais aussi parce que les demandes d'indemnisation et les pertes de change ont augmenté. Les frais d'administration ont augmenté en raison des coûts liés à la main-d'œuvre interne et aux effectifs impartis et des investissements technologiques faits pour permettre d'effectuer des prêts et des investissements alignés sur notre propension au risque améliorée et sur nos priorités stratégiques en évolution.

Intérêts créditeurs nets, prêts et emprunts

Intérêts créditeurs nets

(en millions de dollars)	Trimestre terminé le 30 septembre	Semestre terminé le 30 septembre
	2025	2025
Augmentation sur douze mois des intérêts créditeurs nets attribuable à :		
Augmentation du volume	37	67
Augmentation de la marge d'intérêt nette	2	11
Augmentation totale des intérêts créditeurs nets	39	78

Trimestre terminé le 30 septembre

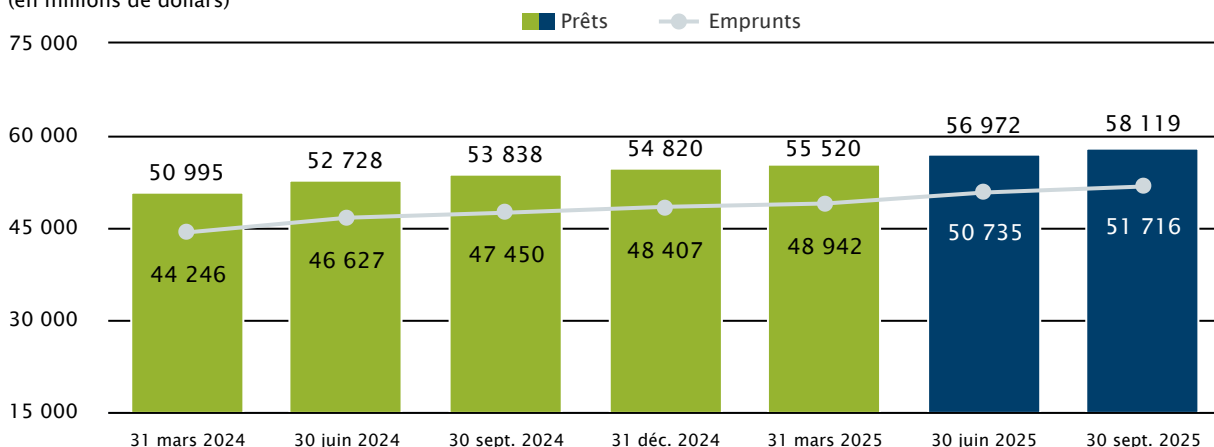
Les intérêts créditeurs nets ont augmenté de 39 millions de dollars. Cette croissance est principalement attribuable à des décaissements plus importants et à une diminution des remboursements anticipés, ce qui représente un apport de 37 millions de dollars. La marge d'intérêt nette s'est légèrement améliorée, ce qui représente une contribution supplémentaire de 2 millions de dollars, grâce aux baisses de taux d'intérêt.

Semestre terminé le 30 septembre

Les actifs productifs d'intérêts de FAC ont augmenté, ce qui s'est traduit par une hausse des intérêts créditeurs nets de 67 millions de dollars. L'augmentation de 11 millions de dollars de la marge d'intérêt nette est attribuable à des changements dans la composition du portefeuille, la clientèle ayant ajusté sa tolérance au risque et son choix de produits en réaction aux baisses de taux d'intérêt.

Prêts et emprunts

(en millions de dollars)

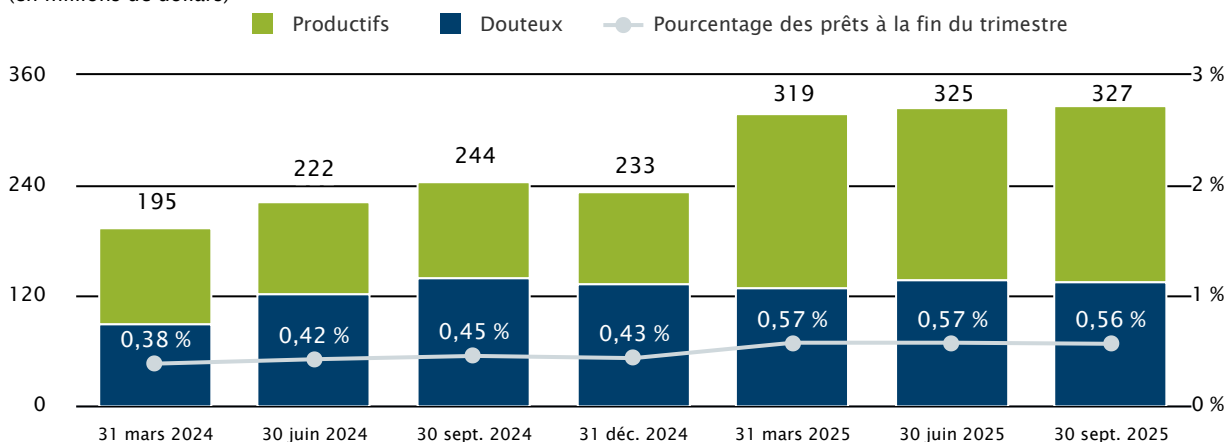


Les prêts ont augmenté de 4,7 % depuis le 31 mars 2025, et cette croissance a été observée dans tous les secteurs de l'industrie et dans toutes les régions géographiques. Le financement par alliance, stimulé par les achats saisonniers d'intrants agricoles pour la saison d'ensemencement 2025, a été le principal moteur de cette augmentation. Les prêts dans le secteur des céréales et des oléagineux sont aussi restés élevés, grâce à la demande soutenue de terres agricoles et à l'augmentation des emprunts liée à la hausse des coûts de l'équipement agricole.

Les emprunts ont augmenté de 5,7 % au cours de la même période, principalement en raison des emprunts à court terme, dont de nouveaux emprunts à court terme visant à financer la croissance des prêts ainsi que la croissance des liquidités et des investissements en capital.

Provision pour pertes sur prêts et qualité du crédit

(en millions de dollars)



Dans l'ensemble, la provision pour pertes sur prêts a augmenté de 8 millions de dollars depuis le 31 mars 2025. Cette augmentation est principalement attribuable à une hausse de 7 millions de dollars de la provision pour pertes sur prêts douteux. Cette augmentation reflète les difficultés économiques actuelles de la clientèle de divers secteurs et emplacements géographiques, ce qui a entraîné une hausse des soldes de prêt en retard et des demandes de modification de prêt. Ces répercussions étaient particulièrement prononcées dans les secteurs des serres, des oléagineux et des céréales. En date du 30 septembre 2025, les radiations totalisaient 39 millions de dollars, comparativement à 106 millions de dollars pour l'exercice terminé le 31 mars 2025, et le secteur agroalimentaire représentait la majorité de ces radiations.

Situation financière

	30 septembre	31 mars	
(en millions de dollars)	2025	2025	Écart
Espèces et quasi-espèces	1 921	1 514	407
Placements à court terme	601	485	116
Prêts nets	57 792	55 201	2 591
Investissements	510	456	54
Autres	487	499	(12)
Total de l'actif	61 311	58 155	3 156
Emprunts	51 716	48 942	2 774
Autres	577	563	14
Total du passif	52 293	49 505	2 788
Capitaux propres	9 018	8 650	368

En plus de la croissance des prêts et des emprunts dont il est question ci-dessus, les espèces et quasi-espèces et les placements à court terme, qui soutiennent collectivement la gestion globale des liquidités, ont augmenté de 523 millions de dollars en raison de la hausse des besoins en matière de liquidités et de flux de trésorerie. Les investissements continuent de croître à mesure que FAC fait progresser sa stratégie visant à offrir des solutions de capital diversifiées aux entreprises innovantes du secteur agricole et agroalimentaire. L'augmentation des capitaux propres s'explique par un bénéfice net depuis le début de l'exercice de 418 millions de dollars contrebalancé par un dividende de 50 millions de dollars versé au gouvernement du Canada le 24 juin 2025.

Rendement par rapport au plan

	Trimestre terminé le 30 septembre 2025	
Principales mesures financières	Réalizations	Plan
Bénéfice net	418 M\$	380 M\$
Taux de croissance des prêts ⁽¹⁾	8,0 %	5,2 %
Rendement des capitaux propres ⁽¹⁾	7,2 %	8,2 %
Ratio d'efficience ⁽¹⁾⁽²⁾	45,4 %	49,0 %
Ratio de capital total ⁽³⁾	15,8 %	16,3 %
Frais d'administration	338 M\$	372 M\$

⁽¹⁾ Ces mesures sont calculées à l'aide de données fondées sur une moyenne de 12 mois consécutifs jusqu'au 30 septembre 2025.

⁽²⁾ Il est possible que ces mesures n'aient pas de signification uniformisée au titre des principes comptables généralement reconnus (PCGR) et ne soient pas comparables à des mesures similaires utilisées dans l'industrie. Pour obtenir de plus amples renseignements, consultez la section sur les mesures non conformes aux principes comptables généralement reconnus (PCGR) du rapport annuel 2024-2025.

⁽³⁾ La valeur du plan pour cette mesure est projetée pour une période de 12 mois terminée le 31 mars 2026.

Au premier trimestre, de nombreuses mesures financières clés ont dépassé les attentes du plan. Ce rendement solide a été stimulé par une croissance du portefeuille et des conditions de taux d'intérêt favorables, ainsi que par des frais d'administration moins élevés que prévu. Le ratio d'efficience a été plus solide que prévu en raison de la baisse des frais d'administration, principalement en raison des retards dans les dépenses liées aux projets et des économies sur les dépenses au chapitre des services impartis, combinée à l'augmentation des revenus découlant de la croissance plus forte des prêts.

Le rendement des capitaux propres est inférieur au plan, principalement en raison de la charge pour pertes sur prêts supérieure au plan au cours des douze derniers mois. Le ratio de capital total a été inférieur au plan en raison d'une croissance plus forte du portefeuille et d'une certaine augmentation du risque du portefeuille, ce qui a accru les exigences en matière de capitaux propres.

Déclaration de la responsabilité de la direction

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des présents états financiers trimestriels consolidés condensés conformément à la Directive sur les normes comptables « GC 5200 Rapports financiers trimestriels des sociétés d'État », publiée par le Conseil du Trésor du Canada, et des mesures de contrôle interne qu'elle juge nécessaires à la préparation d'états financiers trimestriels consolidés condensés qui ne contiennent aucune inexactitude importante. La direction est aussi responsable de veiller à ce que tous les autres renseignements que contient le présent rapport financier trimestriel soient conformes, le cas échéant, aux états financiers trimestriels consolidés condensés.

À notre connaissance, ces états financiers trimestriels consolidés condensés non audités donnent, à tous égards importants, une image fidèle de la situation financière, des résultats d'exploitation et des flux de trésorerie de la société, à la date et pour les périodes visées dans les états financiers trimestriels consolidés condensés.



Justine Hendricks, MBA
Présidente-directrice générale



Corinna Mitchell-Beaudin, CPA, CA, CFA
Vice-président exécutive, Finances

Regina, Canada
Le 24 novembre 2025

Bilan consolidé

(non audité)	Au 30 septembre	Au 31 mars
(en millions de dollars canadiens)	2025	2025
Actif		
Espèces et quasi-espèces	1 921	1 514
Placements à court terme	601	485
Créances et charges payées d'avance	31	43
Prêts		
Total des prêts (note 2)	58 119	55 520
Provision pour pertes sur prêts (note 3)	(327)	(319)
Prêts nets	57 792	55 201
Autres prêts nets	8	8
Investissements	503	449
Participation dans des entreprises associées	7	7
Actifs au titre du droit d'utilisation	146	147
Immobilisations corporelles	25	21
Actifs incorporels	5	6
Actifs au titre des avantages postérieurs à l'emploi	266	267
Autres actifs	6	7
Total de l'actif	61 311	58 155
Passif		
Créditeurs et charges à payer	87	111
Emprunts		
Dettes à court terme (note 4)	13 240	10 933
Dettes à long terme (note 4)	38 476	38 009
Total des emprunts	51 716	48 942
Passifs des prêts Transfert	222	186
Passifs liés aux contrats de location	152	153
Passifs au titre des avantages postérieurs à l'emploi	108	104
Autres passifs	8	9
Total du passif	52 293	49 505
Capitaux propres		
Bénéfices non répartis	9 018	8 650
Total des capitaux propres	9 018	8 650
Total du passif et des capitaux propres	61 311	58 155

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers trimestriels consolidés condensés.

État consolidé des résultats

(non audité) (en millions de dollars canadiens)	Pour le trimestre terminé le		Pour le semestre terminé le	
	30 septembre 2025	30 septembre 2024	30 septembre 2025	30 septembre 2024
Intérêts créditeurs	762	766	1 499	1 512
Intérêts débiteurs	(359)	(402)	(708)	(799)
Intérêts créditeurs nets	403	364	791	713
Revenu tiré de l'assurance	–	4	5	9
(Perte nette) gain net tiré des instruments financiers comptabilisés à la juste valeur	–	–	(1)	5
Autres charges	(3)	(2)	(4)	(2)
Produits autres que (charges) d'intérêt	(3)	2	–	12
Total des revenus	400	366	791	725
Charge pour pertes sur prêts	(17)	(20)	(35)	(45)
Frais d'administration	(166)	(147)	(338)	(305)
Bénéfice net	217	199	418	375

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers trimestriels consolidés condensés.

État consolidé des variations des capitaux propres

Pour le trimestre terminé le 30 septembre

(non audité) (en millions de dollars canadiens)	Solde au 30 juin 2025	Bénéfice net	Dividende versé	Solde au 30 septembre 2025
Bénéfices non répartis	8 801	217	–	9 018
Total des capitaux propres	8 801	217	–	9 018

(non audité) (en millions de dollars canadiens)	Solde au 30 juin 2024	Bénéfice net	Dividende versé	Solde au 30 septembre 2024
Bénéfices non répartis	8 222	199	–	8 421
Total des capitaux propres	8 222	199	–	8 421

Semestre terminé le 30 septembre

(non audité) (en millions de dollars canadiens)	Solde au 31 mars 2025	Bénéfice net	Dividende versé	Solde au 30 septembre 2025
Bénéfices non répartis	8 650	418	(50)	9 018
Total des capitaux propres	8 650	418	(50)	9 018

(non audité) (en millions de dollars canadiens)	Solde au 31 mars 2024	Bénéfice net	Dividende versé	Solde au 30 septembre 2024
Bénéfices non répartis	8 736	375	(690)	8 421
Total des capitaux propres	8 736	375	(690)	8 421

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers trimestriels consolidés condensés.

État consolidé des flux de trésorerie

(non audité) (en millions de dollars canadiens)	Pour le trimestre terminé le		Pour le semestre terminé le	
	30 septembre	30 septembre	30 septembre	30 septembre
	2025	2024	2025	2024
Activités d'exploitation				
Bénéfice net	217	199	418	375
Ajustements pour déterminer les (sorties) rentrées nettes de fonds liés aux activités d'exploitation :				
Intérêts créditeurs	(762)	(766)	(1 499)	(1 512)
Intérêts débiteurs	359	402	708	799
Charge pour pertes sur prêts	17	20	35	45
Perte nette non réalisée (gain net non réalisé) découlant des instruments financiers comptabilisés à la juste valeur	–	–	1	(5)
Dépréciation d'actifs au titre du droit d'utilisation	4	4	8	8
Dépréciation d'immobilisations corporelles	2	2	4	4
Amortissement d'actifs incorporels	1	1	2	2
(Gains de change nets non réalisés) pertes de change nettes non réalisées ⁽¹⁾	(11)	23	48	8
Charges diverses ⁽¹⁾	1	–	1	–
Sorties de fonds nettes liées aux prêts	(976)	(967)	(2 540)	(2 723)
Variation nette des autres actifs et passifs d'exploitation	36	12	26	(34)
Intérêts reçus	602	615	1 383	1 395
Intérêts payés	(306)	(351)	(687)	(758)
Sorties de fonds liées aux activités d'exploitation	(816)	(806)	(2 092)	(2 396)
Activités de placement				
Achat de placements à court terme	(423)	(63)	(666)	(321)
Produits de placements à court terme arrivés à échéance	226	224	549	411
Remboursements d'autres prêts	–	–	–	13
Acquisition de placements	(45)	(18)	(69)	(27)
Produits de la vente et du remboursement de placements	6	–	7	1
Achat d'immobilisations corporelles	(5)	(2)	(8)	(3)
(Sorties) rentrées de fonds liées aux activités de placement	(241)	141	(187)	74
Activités de financement				
Dettes à long terme émises	2 104	2 585	5 401	6 317
Dettes à long terme remboursées	(2 477)	(1 763)	(4 236)	(3 248)
Dettes à court terme émises	5 561	3 190	9 924	6 427
Dettes à court terme remboursées	(4 277)	(3 242)	(8 346)	(6 333)
Capital remboursé au titre des passifs liés aux contrats de location	(3)	(3)	(7)	(7)
Dividende versé	–	–	(50)	(690)
Rentrées de fonds liées aux activités de financement	908	767	2 686	2 466
Variation des espèces et quasi-espèces	(149)	102	407	144
Espèces et quasi-espèces au début de la période	2 070	1 604	1 514	1 559
Effets des variations du taux de change sur le solde des sommes détenues et exigibles en devises étrangères	–	(11)	–	(8)
Espèces et quasi-espèces à la fin de la période	1 921	1 695	1 921	1 695
Les espèces et quasi-espèces comprennent :				
Espèces	1 718	1 400	1 718	1 400
Placements à court terme	203	295	203	295

⁽¹⁾ La présentation a été mise à jour afin de clarifier davantage la composition des soldes.

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers trimestriels consolidés condensés.

Notes complémentaires aux états financiers trimestriels consolidés condensés

(non audités)

1. Principales conventions comptables

Mode de présentation

Les présents états financiers trimestriels consolidés et condensés non audités (états financiers trimestriels) ont été dressés conformément à la Directive du Conseil du Trésor du Canada sur les normes comptables : GC 5200 Rapports financiers trimestriels des sociétés d'État.

Ces états financiers trimestriels ne contiennent pas tous les renseignements qui doivent figurer dans les états financiers annuels complets et doivent être lus en parallèle avec les états financiers annuels audités de l'exercice terminé le 31 mars 2025.

À moins d'indication contraire, les états financiers sont présentés en millions de dollars canadiens, soit la monnaie de fonctionnement de Financement agricole Canada (FAC).

Ces états financiers trimestriels sont en date du 30 septembre 2025 et pour le trimestre et le semestre terminés à cette date. Ils ont été approuvés et leur communication a été autorisée par le Comité d'audit et de gestion du risque du Conseil d'administration le 24 novembre 2025.

Méthodes comptables

Les méthodes comptables adoptées dans le cadre de la préparation de ces états financiers trimestriels sont conformes à celles qui ont été appliquées aux états financiers annuels audités de l'exercice terminé le 31 mars 2025.

Estimations et jugements importants de la direction

La préparation des états financiers trimestriels exige que la direction formule des jugements, des estimations et des hypothèses concernant l'avenir qui influent sur les montants présentés dans les états financiers trimestriels et les notes complémentaires. Ces jugements, estimations et hypothèses font l'objet d'une évaluation continue fondée sur les données antérieures et d'autres facteurs, dont les événements prévus et jugés plausibles dans les circonstances. Les résultats réels peuvent différer de ces jugements, estimations et hypothèses.

Pour obtenir des renseignements sur les jugements, les estimations et les hypothèses qui ont la plus grande incidence sur les montants déclarés dans les états financiers trimestriels, consultez les notes correspondantes des états financiers annuels audités de l'exercice terminé le 31 mars 2025.

2. Prêts nets

	Terme jusqu'à échéance			Au 30 septembre 2025
	Moins d'un an	De 1 à 5 ans	Plus de 5 ans	
Taux variable	5 533	13 167	503	19 203
Taux fixe	9 050	23 197	6 710	38 957
Prêts bruts	14 583	36 364	7 213	58 160
Commissions sur prêts reportées				(41)
Total des prêts				58 119
Provision pour pertes sur prêts (note 3)				(327)
Prêts nets				57 792

	Terme jusqu'à échéance			Au 31 mars 2025
	Moins d'un an	De 1 à 5 ans	Plus de 5 ans	
Taux variable	4 152	12 684	382	17 218
Taux fixe	7 638	23 400	7 304	38 342
Prêts bruts	11 790	36 084	7 686	55 560
Commissions sur prêts reportées				(40)
Total des prêts				55 520
Provision pour pertes sur prêts (note 3)				(319)
Prêts nets				55 201

Concentration du risque de crédit

Répartition par secteur

	Au 30 septembre 2025		Au 31 mars 2025	
	Prêts bruts	Prêts douteux	Prêts bruts	Prêts douteux
Céréales et oléagineux	18 082	320	17 501	211
Produits laitiers	7 803	114	7 684	106
Agroentreprise	6 127	129	5 739	140
Bœuf	5 021	75	4 678	83
Autres	4 703	118	4 527	119
Agroalimentaire	3 892	146	3 721	138
Volaille	3 692	51	3 619	27
Alliances	2 855	45	2 254	19
Serres	2 708	330	2 638	194
Porc	1 669	55	1 626	88
Fruits	1 608	129	1 573	106
Total	58 160	1 512	55 560	1 231

Répartition géographique

	Au 30 septembre 2025		Au 31 mars 2025	
	Prêts bruts	Prêts douteux	Prêts bruts	Prêts douteux
Ontario	17 784	447	16 918	300
Saskatchewan	10 943	142	10 408	107
Alberta	10 464	270	10 022	171
Québec	7 996	261	7 613	280
Colombie-Britannique	4 946	254	4 831	259
Manitoba	4 341	112	4 085	66
Atlantique	1 686	26	1 683	48
Total	58 160	1 512	55 560	1 231

3. Provision pour pertes sur prêts – prêts

Au 30 septembre 2025	1 ^{er} stade	2 ^e stade	3 ^e stade	Total
Provision pour pertes sur prêts au début de l'exercice	77	113	129	319
Transfert au 1 ^{er} stade	9	(7)	(2)	–
Transfert au 2 ^e stade	(4)	69	(65)	–
Transfert au 3 ^e stade	(1)	(11)	12	–
Variations attribuables aux nouveaux prêts constitués	18	2	5	25
Prêts décomptabilisés au cours de la période	(5)	(4)	(12)	(21)
Réévaluation nette de la provision pour pertes	(14)	(51)	108	43
Radiations	–	–	(39)	(39)
Provision totale	80	111	136	327

Au 31 mars 2025	1 ^{er} stade	2 ^e stade	3 ^e stade	Total
Provision pour pertes sur prêts au début de l'exercice	34	72	89	195
Transfert au 1 ^{er} stade	16	(14)	(2)	–
Transfert au 2 ^e stade	(8)	68	(60)	–
Transfert au 3 ^e stade	(2)	(24)	26	–
Variations attribuables aux nouveaux prêts constitués	38	5	6	49
Prêts décomptabilisés au cours de la période	(14)	(7)	(19)	(40)
Réévaluation nette de la provision pour pertes	13	14	194	221
Radiations	–	(1)	(105)	(106)
Provision totale	77	113	129	319

4. Emprunts

Dette à court terme

	Au 30 septembre 2025	Au 31 mars 2025
Emprunts auprès du gouvernement du Canada		
Emprunts à taux variable	503	641
Emprunts à taux fixe	11 206	9 067
	11 709	9 708
Emprunts auprès des marchés financiers		
Billets à ordre à taux fixe en dollars américains	1 531	1 225
Total	13 240	10 933

Dette à long terme

	Au 30 septembre 2025	Au 31 mars 2025
Emprunts auprès du gouvernement du Canada		
Emprunts à taux variable	18 762	16 384
Emprunts à taux fixe	19 714	21 625
Total	38 476	38 009